

Brochure n° 3271

Convention collective nationale
IDCC : 1631. – HÔTELLERIE DE PLEIN AIR

ACCORD DU 27 MAI 2011
RELATIF AU FINANCEMENT DU PARITARISME

NOR : ASET1150983M
IDCC : 1631

PRÉAMBULE

Les parties signataires du présent accord affirment leur volonté de développer un dialogue social dynamique et responsable dans la branche de l'hôtellerie de plein air, leur permettant de répondre au mieux aux obligations légales de négociations, ainsi qu'aux attentes des entreprises et des salariés de la branche, dans les divers domaines qui peuvent être saisis par la négociation collective de branche.

Pour ce faire, la fédération nationale de l'hôtellerie de plein air (FNHPA) et les organisations syndicales représentatives de salariés de la branche sont convenues qu'un financement était indispensable :

- pour donner les moyens financiers nécessaires aux diverses commissions paritaires de la branche, aux groupes paritaires de travail constitués spécialement en vue d'étudier des sujets techniques précis, afin d'assurer leur fonctionnement et leurs missions ;
- pour assurer le suivi de la convention collective et de ses accords, le développement du dialogue social dans la branche,
- pour mener à bien toute action utile d'information, de communication et de sensibilisation, d'expertise dans la branche.

Pour atteindre ces objectifs, les parties signataires du présent accord entendent organiser le financement du dialogue social dans la branche de l'hôtellerie de plein air, en respectant les principes directeurs suivants :

- mettre en place une gestion des fonds collectés dans un cadre paritaire, par le biais de la création d'une association loi 1901 ;
- procéder à la définition des dépenses supportées par la FNHPA et les organisations syndicales représentatives de salariés et susceptibles d'être prises en charge, comme indiqué dans l'article 3 ci-dessous ;
- définir un taux de contribution juste et équitable à la charge de toutes les entreprises entrant dans le champ d'application géographique et professionnel de la convention collective nationale de l'hôtellerie de plein air.

En conséquence, les dispositions suivantes ont été arrêtées.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord vise les entreprises entrant dans le champ d'application de l'article 1.1 de la convention collective nationale de l'hôtellerie de plein air du 2 juin 1993, modifié par l'article 1^{er} de l'avenant n° 3 de ladite convention en date du 25 octobre 1995.

Article 2

Conditions de financement du paritarisme

2.1. Mise en place d'une contribution à la charge des entreprises de la branche

Il est institué une contribution relative à la prise en charge des frais supportés par la fédération patronale et les organisations syndicales représentatives de salariés de la branche, pour les négociations collectives et l'application de la convention collective ainsi que de ses accords.

Cette contribution est composée :

- d'un montant forfaitaire de 25 € par an et par numéro SIRET, quel que soit le nombre de salariés à l'effectif sur l'année. Ce montant est dû en intégralité pour les années incomplètes ;
- d'une contribution fixée à 0,03 % calculés sur la masse salariale brute totale de l'année civile précédente, appelée année de référence.

Cette contribution est exclusivement à la charge des entreprises/établissements relevant du champ d'application du présent accord.

Le montant global de la contribution est déterminé par la commission mixte paritaire de la branche et fera l'objet d'un examen chaque année, en fonction de l'utilisation des fonds et des perspectives du dialogue social dans la branche. Le taux forfaitaire de la contribution indiqué ci-dessus sera indexé selon des modalités et une périodicité définies dans les statuts ou règlement intérieur de l'association de gestion paritaire (voir ci-dessous).

Le premier appel de cotisations se fera, dès la date d'extension du présent accord, quelle que soit cette date, et vaudra pour l'exercice 2011, selon les modalités de calcul de la contribution fixées ci-dessus.

2.2. Création d'une association paritaire

Il est créé dans le cadre du présent accord, une association (loi 1901) de gestion paritaire pour le financement du dialogue social dans la branche de l'hôtellerie de plein air, dénommée AGPF-HPA, dont les statuts et le règlement intérieur sont soumis à l'approbation de la commission mixte paritaire de la branche et aux formalités légales en vigueur.

Cette association est chargée de recueillir et de gérer les contributions qui sont destinées notamment au fonctionnement des diverses commissions paritaires de la branche et au développement du dialogue social, selon les modalités définies à l'article 3 ci-dessous.

Peuvent être membres de cette association les organisations patronales et les organisations syndicales des salariés représentatives au niveau de la branche de l'hôtellerie de plein air et signataires ou adhérentes du présent accord.

L'association ainsi créée est administrée par un conseil d'administration paritaire composé de deux collèges :

- le collège salarié est composé d'un titulaire et d'un suppléant désignés par chacune des organisations syndicales représentatives dans la branche signataires ou adhérentes du présent accord ;
- le collège employeur est composé d'un nombre égal de représentants de l'organisation syndicale d'employeurs représentative dans la branche et désignés par celle-ci.

Lors de la première réunion, le conseil d'administration élit, parmi ses membres, un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire, dans les conditions et pour la durée de mandat fixées par les statuts et le règlement intérieur de l'association.

2.3. Organisme de recouvrement

La contribution définie au paragraphe 2.1 ci-dessus du présent accord est recouvrée par l'association paritaire AGPF-HPA, laquelle pourra déléguer la collecte à tout organisme collecteur de son choix, sous réserve de signer une convention avec celui-ci définissant notamment les frais de collecte et les obligations des parties, et de garantir le principe de la spécialité de l'affectation des fonds.

La désignation éventuelle d'un organisme collecteur est soumise à l'accord préalable de la commission mixte paritaire.

La cotisation appelée devra être payée au plus tard le 31 octobre de l'année qui suit l'année de référence. En cas de cessation d'activité durant l'année en cours, la contribution est exigible dans les 3 mois qui suit la date de cessation de l'activité.

Les entreprises/établissements visés à l'article 1^{er} qui ne se seraient pas acquittés de la contribution due au titre du financement du paritarisme auprès de l'AGPF-HPA ou de l'organisme collecteur désigné, au plus tard à la date d'échéance de l'appel de cotisation, soit le 30 juin de l'année N, seront mis en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, de payer la contribution calculée conformément à l'article 2.1, dans un délai de 30 jours.

A défaut de règlement de la contribution et après mise en demeure restée infructueuse dans le délai imparti, l'AGPF-HPA ou l'organisme collecteur désigné agissant en son nom pourra poursuivre les entreprises défaillantes devant les juridictions compétentes afin de recouvrer la somme de 4 fois le montant forfaitaire fixé en euros. Les frais engendrés par la procédure de recouvrement pré-contentieuse et contentieuse seront à la charge des redevables de la contribution.

L'entreprise défaillante pourra, à tout moment au cours de la procédure décrite ci-dessus, régulariser sa situation, par le versement de la contribution telle que définie à l'article 2.1, sans aucune pénalité de retard.

2.4. Répartition des fonds du financement du paritarisme

Les sommes recueillies au titre du financement du paritarisme seront réparties selon les modalités prévues par les statuts de l'AGPF-HPA.

Article 3

Affectation des fonds collectés

Les fonds de financement du paritarisme collectés par l'association paritaire ou l'organisme collecteur désigné sont destinés à financer les frais suivants, notamment :

- frais de la structure associative, notamment les frais afférents aux locaux et au personnel de l'association, nécessaires à la réalisation de l'objet associatif ;
- frais éventuels de collecte exposés par l'organisme éventuellement mandaté par l'association pour procéder au recouvrement des contributions ;
- remboursement sur justificatifs :
 - des frais de déplacements (transport, repas, hébergement) exposés par les représentants des délégations syndicales patronales et salariales signataires ou adhérentes du présent accord, à l'occasion de la négociation collective, des commissions ou groupes de travail paritaires, de la participation aux différentes instances de l'Association, dans les conditions fixées par les statuts ou le règlement intérieur de l'AGPF-HPA ;
 - des rémunérations maintenues par les employeurs (salaires et charges) aux salariés de la branche mandatés par une organisation syndicale représentative pour participer aux réunions des commissions ou groupes de travail paritaires ;

- à titre d'indemnisation, des pertes des employeurs participant en qualité de représentants mandatés par l'organisation syndicale patronale aux réunions des commissions ou groupes de travail paritaires. Un plafond de cette indemnisation sera fixé par les statuts ou le règlement intérieur de l'AGPF-HPA, par vacation semi-journalière ;
- frais de secrétariat, d'édition, de diffusion, d'enquête, d'étude, de rapport, de moyens d'information adaptés liés à la convention collective nationale et aux diverses commissions afférentes, ainsi que toute action de représentation ;
- frais de formation des membres des commissions ou groupes de travail paritaires non pris en charge par tout autre organisme ;
- frais d'honoraires pour l'assistance de spécialistes et conseillers extérieurs auprès des commissions ou groupes de travail paritaires.

Les statuts ou le règlement intérieur de l'association paritaire définiront les modalités d'affectation des contributions, ainsi que les conditions de prise en compte des diverses dépenses liées à l'application du présent accord et fixeront les modalités de gestion des fonds collectés.

L'association paritaire présentera aux membres de la commission mixte paritaire de la branche le bilan annuel de l'utilisation des fonds du paritarisme.

Article 4

Dispositions finales

4.1. Durée et suivi du présent accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il est convenu d'examiner chaque année, en commission mixte paritaire de la branche, le suivi des dispositions du présent accord, et d'engager, si nécessaire, les négociations utiles à son évolution, notamment en 2013 suite à la détermination de la représentativité des organisations syndicales de salariés au niveau de la branche.

4.2. Effets du présent accord

Le présent accord annule et remplace toute disposition conventionnelle préexistante ayant le même objet.

4.3. Formalités et date d'entrée en vigueur du présent accord

Sous réserve de l'absence d'opposition de la majorité en nombre des organisations syndicales représentatives dans la branche, le présent accord est soumis à la procédure d'extension selon les modalités et formalités légales en vigueur.

Il entrera en vigueur le jour de parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension, et au plus tard le 31 octobre 2011.

Fait à paris, le 27 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNHPA.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

INOVA CFE-CGC.